

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 2014/29371]

11 AVRIL 2014. — Décret portant assentiment à l'accord de coopération relatif à la création et au développement de structures collectives d'enseignement supérieur dédiées aux activités de formation continue et d'apprentissage tout au long de la vie (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Assentiment est donné à l'accord de coopération conclu le 13 mars 2014 entre la Communauté française et la Région wallonne relatif à la création et au développement de structures collectives d'enseignement supérieur dédiées aux activités de formation continue et d'apprentissage tout au long de la vie.

Art. 2. Cet accord de coopération est annexé au présent décret.

Art. 3. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 11 avril 2014.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale
Mme M.-M. SCHYNS

—————
Note

(1) *Session 2013-2014*

Documents du Parlement. — Projet de décret, n°630-1. — Rapport, n° 630-2.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 10 avril 2014.

—————
Accord de coopération entre la Communauté française et la Région wallonne relatif à la création et au développement de structures collectives d'enseignement supérieur dédiées aux activités de formation continue et d'apprentissage tout au long de la vie

Vu les articles 1^{er}, 39, 127, 128, 134 et 138 de la Constitution;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 92bis, § 1^{er}, inséré par la loi spéciale du 8 août 1988 et modifié par la loi spéciale du 16 juillet 1993;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret II du Conseil régional wallon du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études qui charge, notamment, l'ARES de développer et de coordonner les structures collectives dédiées aux activités de formation continue et d'apprentissage tout au long de la vie de l'enseignement supérieur;

Considérant les engagements inscrits dans la Déclaration de politique communautaire de prévoir des dispositifs d'apprentissage tout au long de la vie permettant à chacun de poursuivre sa formation dans un cadre adapté à ses besoins et à ses contraintes;

Considérant les engagements inscrits dans la Déclaration de politique régionale de poursuivre et intensifier les efforts pour développer en Région wallonne une véritable culture de la formation tout au long de la vie;

Considérant que la Région wallonne a fait de la formation professionnelle des jeunes un objectif majeur de sa politique générale de relance économique;

Considérant que la réussite de cette politique implique notamment la formation optimale des étudiants qui suivent les cours de l'enseignement de promotion sociale et de l'enseignement supérieur universitaire et non universitaire;

Considérant que la réussite de cette politique passe nécessairement par une meilleure couverture géographique de l'offre d'enseignement supérieur universitaire et non universitaire;

Considérant que le Plan Horizon 2022 encourage un enseignement supérieur davantage orienté vers les métiers d'avenir et vers les besoins de compétences des entreprises;

Considérant que la Commission européenne, dans le cadre de la stratégie Europe 2020, encourage les Etats membres à effectuer des investissements efficaces dans les systèmes d'éducation et de formation à tous les niveaux (de l'enseignement préscolaire à l'enseignement supérieur);

Considérant dès lors qu'il apparaît opportun de conclure un accord de coopération relatif à la création et au développement de structures collectives d'enseignement supérieur dédiées aux activités de formation continue et d'apprentissage tout au long de la vie.

La Communauté française, représentée par son Gouvernement, en la personne de son Ministre-Président Rudy Demotte, du Ministre de l'Enseignement supérieur, Jean-Claude Marcourt et de la Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale, Marie-Martine Schyns;

Et

La Région wallonne, représentée par son Gouvernement, en la personne de son Ministre-Président, Rudy Demotte et du Ministre de la Formation professionnelle, André Antoine,

Ont convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent accord de coopération, il faut entendre par :

1. ARES : l'Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur, telle que définie par le décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études;

2. Centres de compétence : les Centres de compétence reconnus par le Gouvernement de la Région wallonne, tels que définis à l'article 1^{er}bis, 7^o, du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi;

3. Conseil économique et social wallon : le Conseil économique et social de Wallonie, créé par le décret du 25 mai 1983;

4. CSEF : les Comités subrégionaux de l'emploi et de la formation tels que définis aux articles 37 à 44 du décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi, tel que modifié par le décret du 10 mai 2012;

5. FOREm : l'Office wallon de la Formation et de l'Emploi, créé par le décret du 6 mai 1999;

6. Formation continue : le secteur de la formation qui concerne ceux qui sont rentrés dans la vie active et ont donc quitté la formation initiale. Cette autre forme de formation permet aux personnes qui sont déjà dans la vie active de pouvoir continuer à se former pour améliorer leurs compétences et de s'adapter aux nouvelles technologies, pratiques ou méthodes appliqués en entreprise;

7. IFAPME : l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises créé par le décret du 17 juillet 2003;

8. Opérateurs partenaires : les établissements d'enseignement de promotion sociale, centres de compétences et centres de formation du FOREm et de l'IFAPME qui développent, en partenariat avec les établissements d'enseignement supérieur et au sein de la structure collective d'enseignement supérieur visée, une offre de formation de niveau supérieur;

9. Pôles académiques : association d'établissements d'enseignement supérieur au sens du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études.

Art. 2. Une structure collective d'enseignement supérieur dédiée aux activités de formation continue et d'apprentissage tout au long de la vie telle que visée par le présent accord de coopération, est une plate-forme mettant des infrastructures et des équipements de qualité à disposition des établissements d'enseignement supérieur en vue de développer, en coorganisation et/ou en codiplômation, une offre de formation continue répondant aux besoins socio-économiques locaux.

Ces infrastructures et équipements sont également mis à la disposition du FOREm et de l'IFAPME afin de leur permettre d'y développer, en partenariat avec des établissements d'enseignement supérieur, une offre de formation de niveau supérieur.

Cette offre vise les étudiants de l'enseignement supérieur universitaire, non universitaire et de promotion sociale, les enseignants et les formateurs dans le cadre de leur formation continue, ainsi que les travailleurs occupés (y compris les cadres et les chefs d'entreprises), les demandeurs d'emploi et les apprenants de l'IFAPME.

Elle doit être complémentaire et non concurrente, au niveau géographique et sectoriel, à l'offre de formation des établissements d'enseignement supérieur universitaire et non universitaire ainsi que des Centres de compétence existants.

Art. 3. Afin d'assurer cette offre de formation continue, chaque structure collective d'enseignement supérieur agréée par les Gouvernements de la Communauté française et de la Région wallonne conformément à la procédure visée à l'article 12 a pour mission :

- d'organiser la rencontre et la concertation entre établissements d'enseignement supérieur (universités, hautes écoles, établissements d'enseignement de promotion sociale), le FOREm et l'IFAPME, ainsi qu'avec les entreprises ou groupes d'entreprises locales, les secteurs professionnels, et les intercommunales de développement économique;

- de favoriser l'élaboration et la planification, en coorganisation et/ou en codiplômation, par les établissements d'enseignement supérieur d'une offre de formation continue de proximité qui réponde aux besoins socio-économiques locaux;

- de mettre les infrastructures et les équipements adéquats à disposition des établissements d'enseignement supérieur, ainsi que des opérateurs partenaires, afin de développer cette offre de formation continue;
- d'établir un catalogue des formations organisées au sein de la structure collective d'enseignement supérieur;
- de développer des actions pilotes et innovantes dans les domaines de la formation continue et de l'apprentissage tout au long de la vie.

Chaque structure collective d'enseignement supérieur remplit ces missions de manière concertée avec le pôle académique sur le territoire duquel elle se situe ainsi, le cas échéant, qu'avec les pôles académiques dont relèvent les établissements d'enseignement supérieur partenaires.

Art. 4. Les structures collectives d'enseignement supérieur sont agréées par les Gouvernements de la Communauté française et de la Région wallonne dans le respect d'un cahier des charges approuvé par ces derniers.

Ce cahier des charges prévoit les critères d'éligibilité suivants :

a) associer au moins deux universités, deux hautes écoles de caractère différent, ainsi qu'un établissement d'enseignement de promotion sociale organisant de l'enseignement supérieur et un centre de formation du FOREm et/ou un centre de formation de l'IFAPME;

b) s'inscrire dans la mise en œuvre d'une offre de formation harmonisée, en relation avec les métiers en pénurie, les métiers en tension ou avec les métiers émergents constatés par le FOREm.

Ces critères sont obligatoires et cumulatifs.

Le cahier des charges prévoit en outre les critères de priorité suivants :

a) une priorité est accordée aux projets de structures collectives d'enseignement supérieur situés dans les arrondissements administratifs qui souffrent d'un manque de main d'œuvre diplômée de l'enseignement supérieur en général et de l'enseignement universitaire en particulier;

b) une priorité est accordée aux projets qui visent à développer une offre de formation continue dans un secteur spécifique, en lien avec la présence et le développement sur l'arrondissement administratif concerné d'entreprises spécialisées dans ce secteur;

c) une priorité est accordée aux projets ayant reçu un avis favorable du Conseil économique et social wallon ainsi que du Pôle académique, du CSEF et des structures locales de développement économique sur le territoire desquels se situent les projets visés;

d) une priorité est accordée aux projets associant des entreprises ou groupes d'entreprises locales et/ou des secteurs professionnels et/ou des intercommunales de développement économique;

e) une priorité est accordée aux projets dont les codiplômations et coorganisations entre établissements et opérateurs partenaires sont déjà formalisées;

f) une priorité est accordée aux projets développant des partenariats transfrontaliers avec des établissements d'enseignement et de formation de régions ou de pays voisins.

Ces critères de priorité ne sont pas cumulatifs. Ils permettent au Comité de pilotage visé à l'article 10 d'établir un classement entre les différents projets qui lui sont soumis.

Afin d'éviter les concurrences et les redondances dans les investissements réalisés, les Gouvernements de la Communauté française et de la Région wallonne appuient en outre leur décision sur base d'un relevé des activités de formation continue et d'apprentissage tout au long de la vie existantes et des infrastructures consacrées à ces activités.

Art. 5. Afin de bénéficier des financements visés à l'article 7, chaque structure collective d'enseignement supérieur agréée se constitue en ASBL.

L'objet social de l'ASBL reprend les missions définies à l'article 3.

Le Conseil d'administration de l'ASBL se compose au minimum de son Administrateur délégué, d'un représentant de chaque établissement d'enseignement supérieur et opérateur partenaire et de 5 représentants désignés par les Gouvernements.

Les statuts de l'ASBL sont soumis à l'accord des Gouvernements.

Chaque structure collective d'enseignement supérieur met également en place un Comité d'accompagnement composé des membres du Conseil d'administration de l'ASBL, ainsi que des représentants des entreprises ou groupes d'entreprises, secteurs professionnels et intercommunales de développement économique partenaires.

Ce Comité d'accompagnement est chargé de :

- veiller à la spécificité et à la qualité des formations;
- veiller à la cohérence des programmes;
- proposer au Conseil d'administration, le cas échéant, des évolutions de programmes;
- proposer au Conseil d'administration des actions de coopération avec d'autres territoires et partenaires de différents secteurs;
- proposer au Conseil d'administration toute mesure relative à la pérennisation et au développement du projet;
- rédiger un rapport d'activité annuel à l'adresse du Comité de pilotage visé à l'article 12.

Art. 6. Les structures collectives d'enseignement supérieur agréées mettent à disposition des établissements et opérateurs partenaires les infrastructures et équipements nécessaires aux formations continues planifiées ainsi que le personnel de secrétariat, d'accueil et d'entretien nécessaire à l'accès à ces infrastructures et équipements.

Elles peuvent en outre conclure des conventions particulières avec tout opérateur d'enseignement ou de formation en vue de développer des activités d'enseignement, des études de formation continue et d'autres formations.

L'accès aux infrastructures et équipements des structures collectives d'enseignement supérieur agréées est gratuit pour tout opérateur public d'enseignement et de formation partenaire ou conventionné.

Un droit d'accès pourra toutefois être demandé aux opérateurs privés, selon des modalités et sur base de tarifs arrêtés par les Gouvernements.

Les enseignants et formateurs qui dispensent les formations planifiées au sein d'une structure collective d'enseignement supérieur agréée continuent de relever des établissements dont ils proviennent et d'être rémunérés par ces derniers.

Le Gouvernement de la Communauté française arrête les modalités de mise à disposition du personnel par les établissements d'enseignement supérieur partenaires.

Art. 7. Afin de réaliser les missions décrites à l'article 3, chaque structure collective d'enseignement supérieur agréée bénéficie, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, d'une subvention annuelle d'un montant maximum d'un million et demi d'euros prise en charge pour moitié par la Communauté française et pour moitié par la Région wallonne.

Le montant de la subvention est fixé conjointement par les Gouvernements, dans les limites fixées à l'alinéa 1^{er}, sur proposition du Comité de pilotage visé à l'article 10.

Cette subvention couvre les frais de fonctionnement de la structure collective d'enseignement supérieur agréée, ses coûts de personnel propre, les coûts d'infrastructures et l'achat d'équipements et son montant est déterminé, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, sur base du budget et du plan financier prévus à l'article 8.

La subvention, tant pour la part prise en charge par la Communauté française que pour celle prise en charge par la Région wallonne, sera liquidée en deux tranches :

- une première tranche d'un montant de 60 % de la subvention octroyée sera liquidée dès notification de l'arrêté de subvention;

- le solde de la subvention sera liquidé sur présentation des comptes établis en dépenses et recettes accompagnés de l'ensemble des pièces probantes (factures originales), d'un rapport final relatif à l'activité subventionnée ainsi que de tout autre justificatif adéquat demandé par les services des Gouvernements.

Art. 8. L'accès à ces montants est conditionné :

a) au respect des critères d'éligibilité mentionnés à l'article 4;

b) pour chaque projet, à la réception d'un avis au Conseil économique et social wallon ainsi qu'au Pôle académique, au CSEF et aux structures locales de développement économique sur le territoire desquels se situe le projet visé;

c) à la production d'un budget annuel et d'un plan financier à 3 ans.

Art. 9. Les projets de formation développés par les structures collectives d'enseignement supérieur agréés auront vocation à être soutenus par des financements régionaux, communautaires ou provinciaux et pourront également concourir auprès des appels à projets organisés notamment dans le cadre des fonds structurels européens ainsi que dans le cadre du Plan Horizon 2022.

Art. 10. La Commission de la formation continue et de l'apprentissage tout au long de la vie, créée au sein de l'ARES, telle que définie à l'article 40, 12° du décret du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, assure le rôle de Comité de pilotage du présent dispositif.

Lorsqu'elle remplit ce rôle, la Commission de la formation continue et de l'apprentissage tout au long de la vie visée à l'alinéa précédent est en outre enrichie de :

1° un représentant du FOREm;

2° un représentant de l'IFAPME;

3° un représentant du Ministre-Président de la Région wallonne et de la Communauté française;

4° un représentant du Ministre de l'Enseignement supérieur;

5° un représentant du Ministre de la Formation professionnelle.

La présidence du Comité de pilotage est assurée par le Président de la Commission de la formation continue et de l'apprentissage tout au long de la vie visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 11. Le Comité de pilotage est chargé de :

1° superviser la mise en œuvre des structures collectives d'enseignement supérieur agréées par les Gouvernements conformément à la procédure visée à l'article 12;

2° évaluer les actions mises en œuvre dans le cadre du présent accord de coopération;

3° adresser une évaluation annuelle globale ainsi que tout avis de nature à mieux rencontrer les objectifs définis dans le présent accord de coopération aux Gouvernements ainsi qu'au Conseil économique et social wallon.

Le Comité de pilotage prend ses décisions par consensus.

Le Comité de pilotage adopte un règlement d'ordre intérieur qu'il soumet à l'accord des Gouvernements dans les 3 mois de l'entrée en vigueur du présent accord de coopération.

Art. 12. La procédure de sélection et d'agrément des projets de structures collectives d'enseignement supérieur par les Gouvernements de la Communauté française et de la Région wallonne se déroule de la manière suivante :

1° adoption du cahier des charges par les Gouvernements de la Communauté française et de la Région wallonne;

2° réception et traitement administratif des candidatures par l'ARES;

3° demande d'avis au Conseil économique et social wallon ainsi qu'aux Pôles académiques, aux CSEF et aux structures locales de développement économique;

4° avis motivé du Comité de pilotage visé à l'article 10 sur chaque demande d'agrément ainsi que sur le montant des subventions sollicitées;

5° décision des Gouvernements sur base des avis motivés remis par le Comité de pilotage visé à l'article 10 et dans le respect des critères d'éligibilité et de priorité du cahier des charges tels que visés à l'article 4.

L'adoption du cahier des charges visé au point 1 ainsi que les décisions relatives à l'octroi d'un agrément et d'une subvention se font par accords de coopération d'exécution, tels que définis à l'article 92bis, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, entre les Gouvernements de la Communauté française et de la Région wallonne.

Une structure collective d'enseignement supérieur est agréée et subventionnée par les Gouvernements de la Communauté française et de la Région wallonne pour une durée de 9 années.

Au terme de cette période, cet agrément peut être renouvelé par les Gouvernements sur avis et proposition du Comité de pilotage visé à l'article 10.

En cas de non-respect des obligations édictées par le présent accord de coopération, les Gouvernements peuvent décider de :

1° suspendre l'agrément afin de permettre à la structure collective d'enseignement supérieur de se conformer aux dispositions du présent accord de coopération;

2° retirer l'agrément de la structure collective d'enseignement supérieur qui ne respecte pas les dispositions du présent accord de coopération.

Un courrier d'avertissement invite la structure collective d'enseignement supérieur à faire part de ses observations.

A sa demande, elle peut être entendue par le Comité de pilotage dans un délai de trente jours à dater de la demande. Ce dernier remet un avis pour décision aux Gouvernements.

Art. 13. Le présent accord de coopération entre en vigueur dix jours après la publication au *Moniteur belge* du texte d'assentiment de la dernière partie signataire.

Namur, le 13 mars 2014.

Pour la Région wallonne :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Pour la Communauté Française :

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-M. SCHYNS

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 2014/29371]

11 APRIL 2014. — Decreet tot instemming met het samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de oprichting en de ontwikkeling van collectieve structuren van het hoger onderwijs voor de activiteiten inzake een voortgezette vorming en een leven lang leren (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Instemming wordt verleend met het samenwerkingsakkoord, op 13 maart 2014 gesloten tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de oprichting en de ontwikkeling van collectieve structuren van het hoger onderwijs voor de activiteiten inzake een voortgezette vorming en een leven lang leren.

Art. 2. Dat samenwerkingsakkoord wordt bij dit decreet gevoegd.

Art. 3. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 11 april 2014.

De Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap,
R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-M. SCHYNS

Nota

(1) *Zitting 2013-2014*

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 630-1. — Verslag, nr. 630-2.
Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 10 april 2014.

Samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschap betreffende de oprichting en de ontwikkeling van collectieve structuren van het hoger onderwijs voor de activiteiten inzake een voortgezette vorming en een leven lang leren

Gelet op de artikelen 1, 39, 127, 128, 134 en 138 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 92bis, § 1, ingevoegd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993;

Gelet op decreet II van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op decreet II van de Waalse Gewestraad van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies, dat met name de ARES ermee belast collectieve structuren voor de activiteiten inzake een leven lang leren van het hoger onderwijs te ontwikkelen en te coördineren;

Gelet op de verbintenissen vermeld in de Beleidsverklaring van de Franse Gemeenschap om in de voorzieningen voor het leven lang leren te voorzien, waarmee iedereen zijn vorming in een kader aangepast aan zijn behoeften en aan zijn verplichtingen kan voortzetten;

Gelet op de verbintenissen vermeld in de Beleidsverklaring van het Waalse Gewest om de inspanningen voort te zetten en te intensiveren teneinde in het Waalse Gewest een levenslange werkelijke vormingscultuur te ontwikkelen;

Overwegende dat de beroepsopleiding van jongeren één van de voornaamste doelstellingen is van het algemeen beleid van economisch herstel van het Waalse Gewest;

Overwegende dat de optimale opleiding van de studenten die cursussen van het onderwijs voor sociale promotie en het universitair en niet-universitair hoger onderwijs volgen noodzakelijk is voor het welslagen van dit beleid;

Overwegende een betere geografische spreiding van het aanbod van het universitair en niet-universitair hoger onderwijs noodzakelijk is voor het welslagen van dit beleid;

Overwegende dat het Plan Horizon 2022 een aanzet is tot een hoger onderwijs gericht op de beroepen met toekomstperspectief en op de behoeften aan competenties van de ondernemingen;

Overwegende dat de Europese Commissie in het kader van de strategie "Europa 2020" de lidstaten ertoe aanspoort om doeltreffende investeringen te verrichten in de opvoedings- en vormingssystemen op alle niveaus (van het voorschoolse onderwijs tot het hoger onderwijs);

Overwegende dat het dan ook gepast lijkt om een samenwerkingsakkoord betreffende de oprichting en de ontwikkeling van collectieve structuren van het hoger onderwijs voor de activiteiten inzake een voortgezette vorming en een leven lang leren te sluiten,

Zijn

De Franse Gemeenschap, vertegenwoordigd door haar Regering, in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte en door de Minister bevoegd voor het Hoger Onderwijs, de heer Jean-Claude Marcourt, en de Minister van het verplicht onderwijs en van het onderwijs voor sociale promotie, Mevrouw Marie-Martine Schyns;

En

Het Waalse Gewest vertegenwoordigd door zijn Regering in de persoon van haar Minister-President, de heer Rudy Demotte, en haar Minister van Beroepsopleiding, de heer André Antoine;

overeengekomen wat volgt :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit samenwerkingsakkoord dient te worden verstaan onder :

1. ARES : de Academie Onderzoek en Hoger Onderwijs, zoals bepaald in het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies;

2. Kenniscentra : de kenniscentra erkend door de Regering van het Waalse Gewest, zoals bepaald in artikel 1bis, 7°, van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling);

3. "Conseil économique et social wallon" : de Sociaal-Economische Raad van het Waalse Gewest ingesteld bij het decreet van 25 mei 1983;

4. CSEF : de Subregionale comités voor tewerkstelling en vorming, zoals bepaald in de artikelen 37 tot 44 van het decreet van 6 mei 1999 betreffende de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi", zoals gewijzigd bij het decreet van 10 mei 2012;

5. FOREm : de "Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi" (Waalse dienst voor beroepsopleiding en arbeidsbemiddeling), ingesteld bij het decreet van 6 mei 1999;

6. voortgezette opleiding : de sector van de opleiding met betrekking tot de personen die tot de arbeidsmarkt toetreden en die de oorspronkelijke opleiding dus hebben verlaten. Met dit ander type opleiding kunnen de personen die reeds tot de arbeidsmarkt zijn toegetreden, opleidingen volgen om hun competenties te verbeteren en om zich aan te passen aan de nieuwe technologieën, praktijken of methoden die in de ondernemingen zijn toegepast;

7. IFAPME : "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waal instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen), ingesteld bij het decreet van 17 juli 2003;

8. partneroperatoren : de inrichtingen van het onderwijs voor sociale promotie, de kenniscentra en de opleidingscentra van de FOREm, het IFAPME die in partnerschap met de inrichtingen van het hoger onderwijs en binnen de collectieve structuur van het hoger onderwijs een opleidingsaanbod van een hoger niveau ontwikkelen;

9. academische polen : vereniging van inrichtingen van het hoger onderwijs in de zin van het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies.

Art. 2. Een collectieve structuur van het hoger onderwijs voor de activiteiten inzake een voortgezette vorming en een leven lang leren, zoals bedoeld in dit samenwerkingsakkoord, is een platform dat kwaliteitsvolle infrastructuren en uitrustingen aanbiedt ten behoeve van de inrichtingen van het hoger onderwijs om, in co-organisatie en/of met gezamenlijke diplomering, een voortgezet opleidingsaanbod te ontwikkelen ten einde op de plaatselijke sociaal-economische behoeften in te spelen.

Die infrastructuur en uitrustingen worden ook ter beschikking gesteld van de FOREm en het IFAPME zodat ze in een samenwerkingsverband met inrichtingen van het hoger onderwijs een opleidingsaanbod van een hoger niveau kunnen ontwikkelen.

Dit aanbod betreft de studenten van het universitair, niet-universitair hoger onderwijs en van het onderwijs voor sociale promotie, de leerkrachten en de opleiders in het kader van hun voortgezette opleiding alsook de tewerkgestelde werknemers (ook het leidinggevend personeel en de bedrijfshoofden), de werkzoekenden en de leerlingen van het IFAPME.

Dit aanbod moet op geografisch en sectoraal niveau het opleidingsaanbod van de inrichtingen van het universitair en niet-universitair hoger onderwijs en van de bestaande kenniscentra aanvullen en niet met laatstgenoemd aanbod concurreren.

Art. 3. Om dit voortgezet opleidingsaanbod te waarborgen, heeft elke collectieve structuur van het hoger onderwijs erkend door de Regeringen van de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest overeenkomstig de in artikel 12 bedoelde procedure de volgende opdrachten :

- de organisatie van de ontmoeting en het overleg tussen inrichtingen van het hoger onderwijs (universiteiten, hogescholen, inrichtingen van het onderwijs voor sociale promotie), de FOREm en het IFAPME, alsook met de ondernemingen of groepen van plaatselijke ondernemingen, de beroepssectoren en de intercommunales voor economische ontwikkeling;

- de bevordering van de opmaking en de planificatie in co-organisatie en/of met gezamenlijke diplomering door de inrichtingen van het hoger onderwijs van een voortgezette buurtopleiding die inspeelt op de plaatselijke socio-economische behoeften;

- de terbeschikkingstelling van de aangepaste infrastructuur en uitrusting van de inrichtingen van het hoger onderwijs, en van de partneroperatoren om die voortgezette opleiding te ontwikkelen;

- het opmaken van een catalogus van de opleidingen georganiseerd binnen de collectieve structuur van het hoger onderwijs;

- de ontwikkeling van proef- en innoverende acties op het gebied van de voortgezette opleiding en het leven lang leren.

Elke collectieve structuur van het hoger onderwijs vervult haar opdrachten in overleg met de academische kern op het grondgebied waarvan ze gelegen is en, in voorkomend geval, met de academische kernen waaronder de partnerinrichtingen van het hoger onderwijs ressorteren.

Art. 4. De collectieve structuren van het hoger onderwijs worden door de Regeringen van de Franse Gemeenschap en van het Waalse Gewest erkend met inachtneming van een lijst van voorwaarden goedgekeurd door bedoelde Regeringen.

In die lijst van voorwaarden worden onder meer de volgende criteria in aanmerking genomen :

a) minstens twee universiteiten, twee hogescholen met een verschillend karakter alsook een inrichting van het onderwijs voor sociale promotie tot inrichting van een hoger onderwijs en een opleidingscentrum van de FOREm en/of een opleidingscentrum van het IFAPME bijeenbrengen;

b) in het kader passen van de uitvoering van een eengemaakt opleidingsaanbod in verband met de knelpuntberoepen, de moeilijk vervulbare beroepen of de opkomende beroepen vastgesteld door de FOREm.

Deze criteria zijn verplicht en cumulatief.

De lijst van voorwaarden voorziet bovendien in de volgende voorrangscriteria :

a) voorrang wordt gegeven aan de projecten van collectieve structuren van het hoger onderwijs gelegen in de administratieve arrondissementen waarvoor een tekort aan arbeidskrachten met een diploma van het hoger onderwijs in het algemeen en in het bijzonder van het universitair onderwijs bestaat;

b) voorrang wordt gegeven aan de projecten die een voortgezet opleidingsaanbod willen ontwikkelen in een specifieke sector in verband met de aanwezigheid en de ontwikkeling op het betrokken administratief arrondissement van ondernemingen gespecialiseerd in bedoelde sector;

c) voorrang wordt gegeven aan de projecten die een gunstig advies hebben gekregen van de "Conseil économique et social wallon" alsook van de academische Pool, van het Subregionale comité voor arbeidsbemiddeling en vorming en van de plaatselijke structuren van economische ontwikkeling op het grondgebied waarvan bedoelde projecten zijn gelegen;

d) voorrang wordt gegeven aan de projecten die ondernemingen of groepen van plaatselijke ondernemingen en/of beroepssectoren en/of intercommunales voor economische ontwikkeling bijeenbrengen;

e) voorrang wordt gegeven aan de projecten waarvan de gezamenlijke diplomeringen en de co-organisatie tussen inrichtingen en partneroperatoren reeds geformaliseerd zijn;

f) voorrang wordt gegeven aan de projecten die grensoverschrijdende partnerschappen ontwikkelen met onderwijs- en opleidingsinrichtingen van naburige gewesten of landen.

Deze voorrangscriteria zijn niet cumulatief. Daarmee kan het in artikel 10 bedoelde Begeleidingscomité een rangschikking bepalen tussen de verschillende projecten die het moet onderzoeken.

Om de concurrenties en de redundanties in de verrichte investeringen te voorkomen gronden de Regeringen van de Franse Gemeenschap en van het Waalse Gewest hun beslissing bovendien op basis van een overzicht van de bestaande activiteiten inzake de voortgezette opleiding en het leven lang leren en van de voor die activiteiten bestemde infrastructuur.

Art. 5. Om in aanmerking te komen voor de in artikel 7 bedoelde financieringen, neemt elke erkende collectieve structuur van het hoger onderwijs de vorm aan van een vzw.

Het maatschappelijk doel van de vzw omvat de in artikel 3 bedoelde opdrachten.

De raad van bestuur van de vzw bestaat minstens uit zijn afgevaardigd bestuurder, een vertegenwoordiger van elke inrichting van het hoger onderwijs en de partneroperator en 5 vertegenwoordigers aangewezen door de Regeringen.

De statuten van de vzw worden ter goedkeuring aan de Regeringen voorgelegd.

Elke collectieve structuur van het hoger onderwijs richt ook een Begeleidingscomité op dat bestaat uit de leden van de Raad van bestuur van de vzw, alsook van de vertegenwoordigers van de ondernemingen of groepen van ondernemingen, beroepssectoren en intercommunales voor economische ontwikkeling die partners zijn.

Dat Begeleidingscomité heeft de volgende opdrachten :

- voor de specificiteit en de kwaliteit van de opleidingen zorgen;
- voor de coherentie van de programma's zorgen;
- in voorkomend geval, de ontwikkelingen van programma's aan de Raad van bestuur voorstellen;
- samenwerkingsacties met andere grondgebieden en partners van verschillende sectoren aan de Raad van bestuur voorstellen;
- elke maatregel betreffende het duurzaam maken en de ontwikkeling van het project aan de Raad van bestuur voorstellen;
- een jaarlijks activiteitenverslag richten aan het Begeleidingscomité bedoeld in artikel 12.

Art. 6. De erkende collectieve structuren van het hoger onderwijs stellen de infrastructuren en uitrustingen die nodig zijn voor de geplande voortgezette opleidingen alsook het secretariaat-, onthaal- en onderhoudspersoneel nodig voor de toegang tot die infrastructuren en uitrustingen ter beschikking van de inrichtingen en partneroperatoren.

Ze kunnen bovendien bijzondere overeenkomsten sluiten met elke onderwijs- of opleidingsoperator om onderwijsactiviteiten, opleidingsstudies en andere opleidingen ontwikkelen.

De toegang tot de infrastructuren en uitrustingen van de erkende collectieve structuren van het hoger onderwijs is kosteloos voor elke openbare operator van het onderwijs en voor elke opleidingsoperator die partner of geconventioneerd is.

Een toegangsrecht zal evenwel kunnen worden gevraagd aan de private operatoren volgens de modaliteiten en tarieven vastgesteld door de Regeringen.

De leerkrachten en opleiders die de geplande opleidingen verstrekken binnen een erkende collectieve structuur van het hoger onderwijs blijven ressorteren onder de inrichtingen waarvan ze afkomstig zijn en worden bezoldigd door bedoelde inrichtingen.

De Regering van de Franse Gemeenschap bepaalt de modaliteiten inzake de terschikkingstelling van het personeel door de partnerinrichtingen van het hoger onderwijs.

Art. 7. Om de in artikel 3 bedoelde opdrachten uit te voeren, geniet elke erkende collectieve structuur van het hoger onderwijs binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten een jaarlijkse subsidie van maximum 1,5 miljoen euro die voor de helft ten laste komt van de Franse Gemeenschap en voor de andere helft van het Waalse Gewest.

Het bedrag van de subsidie wordt gezamenlijk door de Regeringen binnen de perken bepaald in het eerste lid vastgesteld op voorstel van het in artikel 10 bedoelde Begeleidingscomité.

Die subsidie dekt de werkingskosten van de erkende collectieve structuur van het hoger onderwijs, haar eigen personeelskosten, de infrastructuurkosten en de aankoop van uitrustingen en haar bedrag wordt binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten vastgesteld op grond van de begroting en van het financieel plan bedoeld in artikel 8.

De subsidie wordt zowel voor het aandeel ten laste van de Franse Gemeenschap als voor het aandeel ten laste van het Waalse Gewest in twee schijven uitbetaald :

- een eerste schijf van 60 % van de toegekende subsidie wordt uitbetaald zodra het subsidiëeringsbesluit wordt betekend;
- het saldo van de subsidie wordt uitbetaald na overlegging van de uitgaven- en ontvangstenrekeningen samen met het geheel van de bewijsstukken (originele facturen), van een eindverslag over de gesubsidieerde activiteit en van elk ander aangepast bewijs gevraagd door de diensten van de Regeringen.

Art. 8. Het beschikken over deze bedragen is gekoppeld aan :

- a) de inachtneming van de toekenningscriteria opgenomen in artikel 4;
- b) voor elk project, de ontvangst van een advies van de "Conseil économique et social wallon" alsook van de academische Pool, van het Subregionale comité voor arbeidsbemiddeling en vorming en van de plaatselijke structuren van economische ontwikkeling op het grondgebied waarvan bedoeld project is gelegen;
- c) de overlegging van een jaarlijkse begroting en een financieel plan voor drie jaar.

Art. 9. De door de erkende collectieve structuren van het hoger onderwijs ontwikkelde opleidingsprojecten zijn ertoe bestemd om gesteund te worden door gewestelijke, gemeenschappelijke of provinciale financieringen en zullen ook meedingen naar de oproepen tot het indienen van projecten georganiseerd met name in het kader van Europese structurele fondsen alsook in het kader van het Plan Horizon 2022.

Art. 10. De Commissie voortgezette opleiding en leven lang leren, opgericht binnen ARES en bepaald in het decreet van 7 november 2013 tot bepaling van het hogeronderwijslandschap en de academische organisatie van de studies speelt de rol van Begeleidingscomité voor deze regeling.

Wanneer ze die rol speelt, wordt de in het eerste lid bedoelde Commissie voortgezette opleiding en leven lang leren bovendien verrijkt met de volgende leden :

- 1° een vertegenwoordiger van de FOREm;
- 2° een vertegenwoordiger van het IFAPME;

- 3° een vertegenwoordiger van de Minister-president van het Waalse Gewest en van de Franse Gemeenschap;
- 4° een vertegenwoordiger van de Minister van het Hoger onderwijs;
- 5° een vertegenwoordiger van de Minister van Beroepsopleiding.

Het voorzitterschap van het Begeleidingscomité wordt waargenomen door de voorzitter van de in het eerste lid bedoelde Commissie voortgezette opleiding en leven lang bedoeld in het eerste lid.

Art. 11. Het Begeleidingscomité :

- 1° houdt toezicht op de uitvoering van de collectieve structuren van het hoger onderwijs die overeenkomstig de in artikel 12 bedoelde procedure door de Regeringen worden erkend;
- 2° evalueert de in het raam van dit samenwerkingsakkoord uitgevoerde acties;
- 3° verstuurt aan de Regeringen, alsook aan de "Conseil économique et social de la Région wallonne" een globale jaarlijkse evaluatie alsmede elk advies die de in artikel 1 bedoelde doelstelling beter helpen bereiken.

Het Begeleidingscomité neemt zijn beslissingen op grond van een consensus.

Het Begeleidingscomité neemt een huishoudelijk reglement aan dat het aan de Regeringen ter goedkeuring voorlegt binnen drie maanden na de inwerkingtreding van dit samenwerkingsakkoord.

Art. 12. De procedure voor de selectie en de erkenning van de projecten van collectieve structuren van het hoger onderwijs door de Regeringen van de Franse Gemeenschap en van het Waalse Gewest geschiedt als volgt :

- 1° goedkeuring van het bestek door de Regeringen van de Franse Gemeenschap en van het Waalse Gewest;
- 2° ontvangst en administratieve behandeling van de kandidaturen door ARES;
- 3° adviesaanvraag aan de "Conseil économique et social wallon" alsook aan de academische Kern, de Subregionale comités voor arbeidsbemiddeling en vorming en de plaatselijke structuren voor economische ontwikkeling;
- 4° gemotiveerd advies van het Begeleidingscomité bedoeld in artikel 10 over elke erkenningaanvraag alsook over het bedrag van de aangevraagde subsidies;
- 5° beslissing van de Regeringen op grond van de gemotiveerde adviezen van het in artikel 10 bedoelde Begeleidingscomité en met inachtneming van de toekenning- en voorrangscriteria van het bestek zoals bedoeld in artikel 4.

De aanneming van het in punt 1 bedoelde bestek alsook de beslissingen betreffende de toekenning van een erkenning en een subsidie geschieden bij uitvoerende samenwerkingsakkoorden zoals bedoeld in artikel 92bis, § 1, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming van de instellingen tussen de Regeringen van de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest.

Een collectieve structuur van het hoger onderwijs wordt door de Regeringen van de Franse Gemeenschap en van het Waalse Gewest voor 9 jaar erkend en gesubsidieerd.

Na afloop van die periode kan deze erkenning door de Regeringen op advies en voorstel van het in artikel 10 bedoelde Begeleidingscomité verlengd worden.

Bij niet-naleving van de in dit samenwerkingsakkoord bedoelde verplichtingen kunnen de Regeringen beslissen om :

- 1° de erkenning op te schorten om de collectieve structuur van het hoger onderwijs in staat te stellen, zich aan te passen aan de bepalingen van dit samenwerkingsakkoord;
- 2° de erkenning van de collectieve structuur van het hoger onderwijs die de bepalingen van dit samenwerkingsakkoord niet naleeft, in te trekken.

Een verwittigingsbrief nodigt de collectieve structuur van het hoger onderwijs uit om haar opmerkingen mee te delen.

Op haar verzoek kan ze gehoord worden door het Begeleidingscomité binnen een termijn van dertig dagen na ontvangst van de aanvraag. Bedoeld comité brengt een advies ter beslissing uit aan de Regeringen.

Art. 13. Dit samenwerkingsakkoord treedt in werking tien dagen na de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* van de tekst van instemming van de laatste ondertekende partij.

Namen, 13 maart 2014.

Voor het Waalse Gewest :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

Voor de Franse Gemeenschap :

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M-M. SCHYNS